



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique du  
17 mai 2017**

-----

**PROCES-VERBAL**

## **Monsieur le Président**

Je dédie de façon républicaine cette *Marseillaise* à notre nouveau Président de la République.

Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de venir nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

*Madame Bodkin procède à l'appel.*

## **Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Merci. Le quorum est très largement atteint. Merci d'être présents à cette heure inhabituelle. Quelques réflexions m'ont été rapportées concernant cet horaire. Nous ne pouvons pas satisfaire tout le monde. Nous allons tenter à 16h00 ; et si cela ne fonctionne pas, nous tenterons 17h00, et si cela ne fonctionne pas non plus, nous reviendrons à 18h00, comme auparavant.

Avant d'entamer l'ordre du jour, je vous propose quelques informations touchant au Conseil de Métropole.

La première concerne Agropolis. Vous savez que le pôle Agropolis est présidé par un président, M. Bernard Hubert, dont le mandat arrive à terme. Or, en la matière, nous avons une voix pour la Métropole et une voix pour la Ville de Montpellier. Je pense qu'il n'est pas raisonnable de déterminer une nouvelle gouvernance pour Agropolis tant que nous n'avons pas une stabilité ministérielle acquise concernant l'éducation et l'enseignement supérieur. Je ne voudrais pas que cela soit fait dans la précipitation et ainsi désapprouver le travail extraordinaire produit depuis 30 ans dans le pôle Agro de Montpellier. Un certain nombre d'universitaires sont d'accord avec cette position. Je formulerai, au nom du Conseil de Métropole, une lettre en ce sens, que j'adresserai aux universitaires, aux responsables des collectivités et au gouvernement. Il serait bien d'attendre un an de plus ; dans les conditions actuelles, cela me semble prématuré.

La deuxième information concerne le basket et le BLMA. Comme je m'y étais engagé, j'ai reçu le président actuel, Monsieur René Comes, ainsi que celui qui souhaite prendre sa relève, Monsieur Franck Manna. Je les ai reçus séparément et ensemble. A l'heure où je vous parle, j'ai besoin de consolidations vis-à-vis d'un certain nombre de propositions financières concernant notamment l'avenir du club. Ainsi, je me suis engagé à les revoir rapidement, dans la semaine qui arrive, pour prendre une décision claire. Mais, dans la mesure où la Métropole est l'institution qui finance le plus le BLMA (autour de 800 000 euros), j'estime qu'il est de notre devoir d'être entendus sur la gouvernance et sa continuité au sein du club. J'ai demandé un certain nombre de pièces complémentaires. Dans quelques jours, je rencontrerai les deux intéressés et donnerai publiquement ma position.

L'information suivante concerne le rugby. J'ai lu avec un intérêt non dissimulé l'article du président du MHR dans *Midi Libre*, page « région » il y a deux jours. A la question du journaliste : « Le *naming* arrivant à terme cet été, le stade portera-t-il toujours le nom d'Alstrad Stadium la saison prochaine ? », il répond : « Je ne le sais pas. En tout cas, je ne demanderai pas son renouvellement pour donner à Philippe SAUREL l'occasion de dire non. » ; au paragraphe suivant, il déclare : « Philippe SAUREL est maladroit, gauche ». Je note que le président du rugby ne souhaite pas renouveler le *naming*. Nous n'avons, bien entendu, pas eu de demande officielle écrite. Je répète la phrase : « En tout cas, je ne demanderai pas son renouvellement pour donner à Philippe SAUREL l'occasion de dire non. » J'en déduis qu'il ne demandera pas le renouvellement du *naming*. C'est acté.

Nous passons à l'ordre du jour.

## **AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

*M. D. BOUMAAZ sort définitivement de séance.*

## **Monsieur le Président**

Affaire numéro 1 : l'ordre du jour comporte 89 affaires. Pas d'affaire ajoutée, pas d'affaire retirée. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ?

*L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 29 MARS 2017**

### **Monsieur le Président**

Affaire 2, vous avez reçu le procès-verbal du 29 mars 2017. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*Le procès-verbal de la séance du mercredi 22 février 2017 est adopté à l'unanimité*

## **AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

### **Monsieur le Président**

Affaire 3, synthèse des décisions. Vous en avez pris connaissance. Avez-vous des observations à formuler ? Oui, Monsieur PETIT ?

### **Eric PETIT**

J'ai une demande de précision au sujet de la décision n°D2017-312 concernant le transfert du Corum, de la Ville de Montpellier vers le patrimoine de la Métropole. Je voulais savoir si cela était accompagné de compensations, ou si cela était du direct strict ?

### **Monsieur le Président**

Sur les transferts de propriété ?

### **Eric PETIT**

Oui, il s'agit de la « décision relative aux transferts de propriétés de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Métropole Méditerranée du Corum ».

### **Monsieur le Président**

Ce sont les conséquences du transfert de compétences. Il n'y a pas de modification. Il s'agit d'un acte purement administratif.

### **Eric PETIT**

Je vous remercie.

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

### **Monsieur le Président**

J'ai oublié une information importante. Avec Mademoiselle Bodkin, à mes côtés, nous avons obtenu du ministère la création de la deuxième Maison de la Justice et du Droit pour le Sud de la Métropole. Celle du Nord de la Métropole se trouve dans le quartier Celleneuve. Cette deuxième Maison de la Justice et du Droit, dans le Sud, pourrait se situer dans la commune de Lattes, non loin de l'antenne de la mission locale d'insertion. Je remercie donc l'ancien gouvernement pour son accord à cet égard. Je remercie également Mademoiselle Bodkin qui suit le dossier avec beaucoup de ferveur.

## **AFFAIRE N° 4 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - REVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE - MODALITES DE COLLABORATIONS AVEC LES COMMUNES MEMBRES - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Qui demande des précisions auprès du rapporteur, la Vice-présidente, Madame Stéphanie Janin ?

### **Henri ROUILLEAULT**

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, la délibération qui nous est présentée propose de spécifier le fait que les modalités de concertation ne sont pas les mêmes entre les élus, d'une part, et avec les habitants et les associations d'autre part ; cela tombe sous le sens. Néanmoins, un point n'est pas précis et mériterait de l'être. Il est fait référence au rôle, d'une part, de la Conférence des Maires, et, d'autre part, des conférences de secteur en ce qui concerne le processus d'élaboration du SCoT et, j'imagine, ce qu'il y aura derrière, à savoir celui du PLUi, du Plan de Déplacements Urbains et de tous les documents qui viennent der-

rière le SCoT. Il me semble important que les conseillers communautaires puissent participer aux conférences sectorielles territoriales, du moins à celles qui les intéressent et les concernent. Vous m'aviez donné un accord de principe sur ce point lorsque nous avons parlé en novembre 2015. Cela n'a pas été fait jusqu'ici. Or, je pense qu'il est vraiment important que nous puissions y participer, de même que nous participons à toutes les commissions auxquelles nous avons l'occasion de participer.

**Monsieur le Président**

Je vais vous expliquer le problème politiquement. Vous me dites que les conseillers peuvent participer aux ateliers sectoriels, quelle que soit leur appartenance, dans la majorité ou dans l'opposition. En tant que Président de la Métropole, je ne peux pas, moi, « mettre un coin » dans les gouvernances des communes, quelles que soient les communes. Je n'ai qu'un seul interlocuteur pour la commune : le pacte de confiance des maires, que je vous ressors à chaque fois, et que je vais continuer à vous ressortir pendant 3 ans. Je ne connais qu'un seul interlocuteur dans la commune : le maire de la commune. Imaginez que je négocie et que je parle avec l'opposition ! Ici, certaines communes sont en effet représentées à la fois par leur majorité et par leur opposition. Tel est le cas de Castelnau. Quand des décisions intéressent le plan d'aménagement de la commune, cela se traite en Conseil municipal de la commune, mais pas en atelier sectoriel. Sinon, cela n'est pas gérable. Je ne m'adresse qu'aux maires des communes. Sans cela, je vais mettre ces derniers en porte-à-faux. Or, les maires revêtent tous des couleurs politiques différentes ici. C'est donc une mesure que j'applique à chacun et à tous. Et nous avons tous signé, les 31 maires, pour que ce comportement devienne notre règle commune.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention inaudible*

Dans la charte des maires, il n'était pas prévu de conférences sectorielles. C'est donc un point nouveau. Et ces conférences sectorielles ne sont pas des instances de décision, mais des instances d'élaboration des décisions. Or, je pense qu'il est dommage que vous vous priviez de l'intelligence collective et du sens de l'intérêt général [*suite inaudible*]...

**Monsieur le Président**

Non, ce n'est pas cela. Ne tordez pas la chose, Monsieur Rouilleault. Vous êtes en outre assez intelligent pour ne pas avoir besoin d'avoir recours à ce type d'argument. Ne faites pas comme les autres, ne tombez pas dans les petits calculs politiciens.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention inaudible*

Ce n'est pas de la politique. Le SCoT, c'est l'intérêt général.

**Monsieur le Président**

Oui, eh bien, l'intérêt général, il est discuté avec les maires des communes. Ensuite, les plans locaux d'urbanisme sont discutés en interne, dans les communes et les Conseils municipaux. Vous avez donc toute latitude pour donner votre avis à l'intérieur du Conseil municipal. Sinon, vous allez dire des choses à la Métropole qui seront différentes de ce que dira votre Maire. Et je me retrouverai donc à juger d'affaires qui intéressent le Conseil municipal de Castelnau.

**Henri ROUILLEAULT**

*Intervention inaudible*

**Monsieur le Président**

Je me refuse à être le gendarme des Conseils municipaux des 31 communes. A Montpellier, oui, parce que j'en suis le Maire. Mais, dans les autres communes, je fais confiance à chacun des Maires. Il a été sacré par le suffrage universel des citoyens. Et le suffrage des citoyens est, pour moi, sacré.

**Jean-Pierre GRAND**

Les propos de Monsieur Rouilleault sont intéressants, mais il faut rappeler quelque peu les choses. Naturellement, Monsieur Rouilleault, comme tout membre de l'opposition de nos communes, la vôtre, Lattes et Castelnau – puisque nous ne sommes que trois communes à avoir des membres de la majorité municipale siégeant à la Métropole –, peut s'exprimer. Il ne faut pas laisser croire le contraire, il n'en est pas question, la démocratie ne le permet pas. Ils peuvent s'exprimer, ici, en séance publique. En revanche, les réunions

techniques restent des réunions d'exécutif. Je profite de cette occasion pour rappeler de façon assez ferme – car j'ai pu voir sur les réseaux sociaux et ailleurs que cela dérivait beaucoup – les raisons pour lesquelles nous siégeons ici. Pour ma part, je ne siége pas ici pour faire plaisir à Philippe Saurel. Je siége ici – tout comme la ville de Castelnau dans l'intercommunalité, depuis le District jusqu'à aujourd'hui – parce que je représente ma ville, la ville de Castelnau. Et les collègues ici présents, y compris ceux de l'opposition, représentent la commune dans laquelle ils sont élus. Et naturellement, le degré de notre délégation, compte tenu du fait que, chez nous, c'est à la proportionnelle, est proportionnel aux résultats. Ceux qui s'amuse sur les réseaux doivent bien comprendre qu'ici, ce n'est pas une assemblée politique. Nous représentons nos communes. C'est le principe de l'intercommunalité, qui prévaut ici comme dans un grand nombre de communes et d'intercommunalités. Je sais que beaucoup souhaiteraient que nos intercommunalités soient élues au suffrage universel, et que ce ne soient plus les représentants du Conseil municipal élu. Simplement, le jour où cela se fera, les communes n'existeront plus. C'est un choix, mais ce ne sera pas le mien.

**Monsieur le Président**

Qui veut s'exprimer sur ce sujet ?

Je mets aux voix l'affaire 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité (1 abstention).  
S'est abstenu M. H. ROUILLEAULT.*

**AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET GROUPE SC ROUTE DE GANGES, POUR UNE OPERATION SISE 58, RUE GEORGES DENIZOT 34 000 MONTPELLIER**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications ?

Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 6 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - LANCEMENT D'UN APPEL A PROJET POUR FAIRE PROGRESSER L'ECORESPONSABILITE TERRITORIALE - ASSOCIATIONS A ENERGIE POSITIVE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Madame Jannin ?

Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 7 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE Cournonterral - JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION DU SECTEUR DIT "CANNABE"**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - VILLE DE MONTPELLIER - LANCEMENT D'UNE REFLEXION EN VUE DE LA CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE DE CELLENEUVE**

### **Monsieur le Président**

Madame Jannin, dites-nous un mot à ce propos, car c'est important pour Celleneuve. En effet, nous allons, à terme, mettre au point un zonage particulier, comme nous l'avons fait pour le centre-ville. Je rappelle que Celleneuve est l'un des quartiers les plus anciens de la ville. Sainte-Croix, la plus ancienne église de Montpellier, qui est romane, se trouve dans ce quartier.

### **Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, c'est la présence même de cette très ancienne église romane qui nous a conduits à porter une réflexion particulière sur le quartier de Celleneuve. Ce dernier n'est, aujourd'hui, pas spécifiquement accompagné au regard de cette dimension historique, comme ce qui a été fait, par exemple, dans les quartiers plus centraux de Montpellier. Nous avons donc décidé de démarrer un certain nombre d'études qui vont nous aider à définir quelle action mener, comment la mener et surtout sur quel périmètre. L'objectif étant de protéger au mieux ce quartier, sa dimension patrimoniale, les abords des églises, et de permettre aussi à ses habitants de rénover leur habitat de manière qualitative, dans le respect des questions patrimoniales, tout en étant opérationnels et accompagnés par des services et des systèmes de subventions. Nous allons commencer ce travail par une étude assez générale, sur un périmètre élargi, qui va nous permettre d'identifier quels sont les secteurs précis et les objectifs que nous allons nous fixer dans les mois et années à venir sur ce quartier.

### **Monsieur le Président**

Merci Madame Jannin. Qui demande la parole ?

### **Jean-Luc SAVY**

Un mot pour rappeler que Celleneuve jouxte la commune de Juvignac, non seulement géographiquement, mais aussi symboliquement, et de mille manières, depuis l'époque médiévale. En effet, le pont roman qui traverse la Mosson et qui a été en partie emporté par les eaux, notamment côté Montpellier, rejoint Celle-neuve par Bonnier de la Mosson, ce parc qui a aussi son histoire. Ces éléments, selon moi, sont une continuité. Si on parle de porte de la moyenne vallée de l'Hérault dans le SCoT, c'est effectivement que la porte ouvre des deux côtés. Celleneuve a donc pour moi toujours été une des portes de Juvignac, tant pour y entrer que pour en sortir. Ce quartier, j'y ai habité, je le connais donc bien. Le patrimoine s'inscrit dans la continuité médiévale du château Bonnier de la Mosson et du pont roman : ils font partie d'une déambulation commerciale depuis le Moyen-Age. Je pense que l'on ne peut pas traiter une partie sans intégrer les bords de la Mosson et ce parc Bonnier de la Mosson situé sur Montpellier et qui, je le précise, fait aujourd'hui l'objet de campements de Gens du Voyage – tant que nous ne disposerons pas, à l'Est, d'une aire leur permettant de s'installer correctement.

### **Monsieur le Président**

Tant que nous en sommes à Bonnier de la Mosson, j'informe le Conseil de Métropole qu'avec le musée Fabre, nous avons acquis, à Drouot, le portrait original de Bonnier de la Mosson et de son épouse. Il s'agit de deux portraits magnifiques qui méritent d'être restaurés ; ils viendront compléter le patrimoine de la Ville de Montpellier.

Je mets aux voix l'affaire 8. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

Tout à l'heure, j'ai oublié de vous dire un petit détail, lorsque j'ai parlé du pacte de confiance des maires. L'autre fois, j'ai invité les maires au château de Castries pour un repas amical, convivial. Or, j'ai vu que le menu que nous avons consommé ensemble s'est retrouvé dans la presse, en détail, le lendemain. La prochaine fois – puisqu'il y aura un deuxième set, un match retour –, j'enverrai préalablement le menu à la presse, et j'inviterai les journalistes au repas. Dans ce menu, il y aura : mise en bouche, hors-d'œuvre, poisson, trou normand, viande, fromage, dessert, café, mignardises. Parmi les journalistes invités, je suis sûr qu'il y en aura bien un qui viendra. C'est pour le sourire.

**AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE JUVIGNAC - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE BEAULIEU - REVISION ALLEGEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - ARRET DU PROJET**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE LA COMMUNE DE BAILLARGUES - OPERATION D'AMENAGEMENT DU DEPARTEMENT SUR LES RD 26 ET 26E1 - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 12 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 74 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « PHILIPPIDES » - AVENUE CHANCEL - PLACE MARCEL GODECHOT A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du rapporteur, Monsieur Ségura ?

**Catherine DARDE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je souhaite intervenir sur ce point 12 concernant les logements sociaux, non pas précisément sur les projets évoqués, qui sont des projets de qualité, mais plus particulièrement sur les modalités actuelles d'attribution et de gestion, telles que nous l'impose la loi ALUR, qui a été mise en place par la Ministre Cécile Duflot en mars 2014, et qui vont d'ailleurs être aggravées encore par les dispositions à venir issues de la loi Egalité et Citoyenneté. Certes, compte tenu de la bonne entente qui existe aujourd'hui entre Castelnaud et la Métropole, nous mettons tout en œuvre pour apporter une réponse aux demandes les plus urgentes et dans les plus brefs délais. Mais cette réponse est très insuffisante. Pourquoi ? Parce que, quand nous construisons actuellement à Castelnaud 100 logements sociaux pour répondre aux besoins de nos concitoyens mais aussi aux impératifs de la loi SRU, c'est peine une dizaine de logements qui sont attribués à des familles castelnaudviennes. Je vais vous donner un exemple. Nous venons très récemment de livrer une résidence avec 116 logements sociaux : 20 logements, pas un de plus, ont été attribués aux Castelnaudviens. Ce qui veut dire que 96 ont été attribués à des personnes venant d'ailleurs, alors que nous avons actuellement plus de 500 demandes de logements en attente et justifiées sur notre commune. Cette situation, comme vous pouvez le comprendre, est ressentie comme une injustice par ceux qui sont

dans l'attente d'un logement depuis longtemps et parfois, pour certains, depuis plusieurs années. Aussi, mes chers collègues, conviendra-t-il que le gouvernement et le Parlement corrigent cette situation qui est inacceptable en permettant aux communes de gérer au plus près les intérêts de leurs demandeurs de logement. Bien évidemment, cela devra se faire en toute transparence et après analyse des situations sociales de chacun. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci pour votre intervention. Qui demande la parole ?

**Noël SEGURA**

Il y a aujourd'hui des candidats, et il faudra donc qu'ils le fassent remonter auprès du gouvernement.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 12. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Gérard CASTRE, Monsieur Robert COTTE, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Philippe SAUREL, Monsieur Jean-Luc SAVY.*

**AFFAIRE N° 13 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 46 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES JARDINS DE BOHEME », 267 RUE RAIMON DE TRENCANEL A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Gérard CASTRE, Monsieur Robert COTTE, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Philippe SAUREL, Monsieur Jean-Luc SAVY*

**AFFAIRE N° 14 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 68 LOGEMENTS SOCIAUX A CLAPIERS ET A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Madame Véronique DEMON, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Monsieur Yvon PELLET, Monsieur Noël SEGURA.*

**AFFAIRE N° 15 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE CASTELNAU », 66 AVENUE DE CASTELNAU A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SCIC ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J-P. GRAND sort de séance.*



**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 16 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ATLANTIS II » - RUE DU MOULIN DE SEMALEN A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PATRIMOINE LANGUEDOCIENNE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 17 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE ZELLIGE », ZAC SAINT-ESTEVE LOT M4 A PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.*

**AFFAIRE N° 18 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MARIE LOUISE » - 997 CHEMIN DES BOUISSES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Madame Michèle DRAY-FITOUSSI.*

**AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT - TRAVAUX DE REHABILITATION DE 111 RESIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - GARANTIE D'EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER - DELIBERATION N° 14414 DU 27 JANVIER 2017 - MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Gérard CASTRE, Monsieur Robert COTTE, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, Madame Patricia MIRALLES, Monsieur Philippe SAUREL, Monsieur Jean-Luc SAVY, Monsieur Bernard TRAVIER.*

**AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMEDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT - PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE SOLIDAIRE " 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE TRENTE-CINQ LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR PROJET REDSAIM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J.P GRAND et M. F. ABERT entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Madame Marion, faites-nous un chapeau général, car nous allons égrener toutes les affaires dans le domaine de l'économie qui traitent du Pacte métropolitain Santé, pour lequel nous avons eu une réunion hier en Préfecture avec l'ensemble des acteurs.

**Chantal MARION**

Avec plaisir, Monsieur le Président. Chers collègues, je vais, si vous le permettez, faire un point d'avancement de Montpellier Capital Santé et du Pacte métropolitain. Comme vous le savez, dès que nous sommes devenus une Métropole, celle-ci a décidé de faire de la santé un des principaux piliers et un des enjeux prioritaires parmi les sept piliers de développement. Cet engagement s'est traduit, dans un premier

temps, par une décision structurante : le lancement d'un projet d'envergure et fédérateur, Montpellier Capital Santé. Ce projet, nous y avons travaillé pendant 2 ans en amont, car il était important de réunir tout l'écosystème. Vous savez que l'écosystème de la santé est très présent sur la Métropole. Mais il a fallu rencontrer les acteurs de la santé, les décider à faire partie de ce projet Capital Santé, que ce soit le CHU, les cliniques privées, les universitaires, les start-up, les entreprises, etc. La décision structurante a été votée et lancée le 9 novembre 2016, avec la première réunion du conseil Montpellier Capital Santé.

Parallèlement, a été prise une seconde décision structurante : le Pacte métropolitain d'Innovation. Il a été positionné sur le thème de la santé. Les 15 Métropoles ayant choisi un thème sur l'innovation, le Président Philippe Saurel s'est engagé sur la santé, ce qui était une très bonne idée, car Montpellier Capital Santé nous a évidemment permis d'être opérationnels.

Ainsi, l'Etat a investi 8,3 M€ sur la Métropole pour des projets ambitieux que je vous ai présentés dernièrement et que nous avons votés en Conseil de Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole cofinance ce projet avec 3,59 M€. Il faut que vous le sachiez, et je vous le rappelle, le Pacte métropolitain d'Innovation est composé de six projets structurants, mais également d'un volet animation Montpellier Capital Santé, avec une ligne spécifique pour contribuer au financement d'actions émergeant au sein des axes thématiques de Montpellier Capital Santé. En effet, nous avons décidé que ce projet Montpellier Capital Santé fonctionnerait comme le projet French Tech, c'est-à-dire en laissant les entreprises, les acteurs, les universités, les personnes (médecins, pharmaciens, etc.) monter eux-mêmes leur propre projet.

Il est un troisième volet : le volet coopération territoriale. Ce Pacte métropolitain est un véritable accélérateur pour le projet Montpellier Capital Santé. Je vous rappelle très brièvement les axes thématiques :

- Développement des entreprises ;
- Rayonnement ;
- Diffusion des innovations en santé ;
- Talents en santé ;
- Ville santé de demain.

Je voulais faire un bilan. Comme l'on n'en parle pas, on a l'impression que l'on ne fait rien. Tel n'est pas le cas.

#### **Monsieur le Président**

Non, ne vous inquiétez pas : les acteurs de la santé le savent, Madame Marion.

#### **Chantal MARION**

Ils le savent, et ils nous en remercient.

#### **Monsieur le Président**

Bien sûr. Hier, à la Préfecture, se trouvaient tous les grands professeurs, tous les responsables de l'université, à la demande du Préfet et de l'ARS. Ne vous inquiétez pas, ils sont au courant. Seuls certains critiquent, et ce ne sont pas des professeurs ; ils ne sont pas agrégés.

#### **Chantal MARION**

En tout cas, je voulais vous signaler qu'au cours des derniers mois, des groupes de travail se sont réunis. Vous savez que les élus n'ont pas accès à ces groupes de travail. Ils travaillent donc ensemble sur des axes thématiques, entre autres, le premier, le deuxième et le troisième. Sept réunions de ces groupes se sont déjà tenues, groupes qui comptent entre 10 et 25 acteurs chacun, ce qui n'est pas rien. Tous ces acteurs sont bénévoles, volontaires et innovants : entreprises, acteurs de la recherche, etc.

J'ai présenté ce projet au conseil de Montpellier Capital Santé, représenté par des élus ici présents, dont je vous rappellerai les noms : Monsieur Domergue, Madame Dardé, Madame Lévy-Rameau, Madame Navarre, Madame Illaire, Madame Danan, Madame Santarelli, Monsieur Pastor et moi-même. Vous-même, Monsieur le Président, êtes Président de ce conseil.

Qu'est-il ressorti de ces différentes thématiques ? Un élément est notable : l'international. Une reconnaissance nationale et internationale est voulue, avec des contacts à l'international, entre autres, une présence et une visibilité à l'international, des congrès. Si vous avez lu la presse aujourd'hui, vous avez pu voir que nous sommes passés troisièmes au niveau des congrès internationaux, après Paris et Lyon. Nous avons donc avancé de quatre places, ce qui n'était pas le cas l'année dernière. Nous avons laissé derrière nous Bordeaux, Nice, Marseille et Toulouse. Il est donc tout de même important de signaler que nous travaillons sur les congrès internationaux en les recevant régulièrement à la Métropole pour les aider.

#### **Monsieur le Président**

Paris, Lyon, Montpellier.

**Chantal MARION**

Exactement, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Il s'agit là d'un très joli tiercé.

**Chantal MARION**

Nous répondons donc à la demande de ces congrès internationaux. Au niveau de la santé, il était important de continuer sur cette voie.

Il s'agit également de considérer les acteurs locaux comme nos porte-paroles. Je le dis sans cesse : ils sont nos meilleurs ambassadeurs. Vous le savez, Monsieur le Président, j'étais la semaine dernière au Maroc en compagnie de Rabii Youssous et neuf entreprises. Monsieur Rabii Youssous nous a dit que les entreprises parlaient de la Métropole mieux que – pardonnez-moi, Monsieur le Président – certains élus. Ce sont nos meilleurs ambassadeurs. Cela est très important. Il faut donc leur donner la parole et les laisser parler de la Métropole.

Ensuite, est ressortie l'idée de la diffusion des innovations en santé. Les projets à venir sont importants : création du marketing du contenu Montpellier Capital Santé ; création d'un site web Montpellier ; délégation des salons internationaux en continuant à accompagner ces entreprises notamment dans la santé. Au niveau de l'événementiel, Futurapolis va tourner dans toute la France ; lorsque cela arrivera sur Montpellier, le sujet sera la santé ; il s'agira d'un moment important de la rentrée.

**Monsieur le Président**

Je vous l'explique ; c'est extrêmement important. Vous savez que Toulouse, chaque année depuis une douzaine d'années, organise un congrès sur les nouvelles technologies intitulé Futurapolis, la ville du futur. C'est lors de ce congrès que sont montrés les transports automatiques, sans conducteur, les drones, la vidéo-animation, etc. Nous avons souhaité, cette année, faire notre Futurapolis à nous, qui sera consacré à la santé du futur. Cela se tiendra durant les mois de septembre et octobre, ici, à Montpellier, à l'Opéra Comédie, en partenariat avec un média national et un média régional. Mais le nom de Futurapolis appartient à Toulouse. Il ne nous appartient pas. Je vous demande donc de l'utiliser avec les précautions d'usage. Il est hors de question que nous utilisions le nom du congrès qui appartient à la Ville de Toulouse. Nous trouverons un autre nom, qui veuille dire la même chose et qui soit consacré à la santé.

**Chantal MARION**

Ce que demandent également les entreprises de la santé est d'être accompagnées comme nous le faisons au BIC. Vous savez qu'un tiers des start-up incubées au BIC appartiennent au domaine de la santé. Elles souhaitent être accompagnées pour des accès aux financements en phase de croissance et pour la formation que nous donnons au BIC : nous pouvons y pourvoir facilement.

Les projets à venir sont importants. Les réunions continuent à se tenir. En ce sens, je vous présenterai les différents sujets dont je dois parler à propos de Montpellier Capital Santé.

**Monsieur le Président**

Merci. Nous allons les décliner rapidement.

Pacte Métropolitain d'Innovation Montpellier Capital Santé - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour projet Redsaim. La convention est d'un montant de 180 000 €.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - MONTPELLIER CAPITAL SANTE - PACTE ETAT METROPOLE - PARTICIPATION CONGRES BIOUS SAN DIEGO DU 17 AU 23 JUIN 2017 - AUTORISATION DE LA MISSION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CHU DE MONTPELLIER POUR PROJET NEURORADIOLOGIE INTERVENTIONNELLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Monsieur Philippe SAUREL.*

**AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CHU DE MONTPELLIER POUR PROJET CYBORG - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Monsieur Philippe SAUREL.*

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT DU CANCER DE MONTPELLIER POUR LE PROJET SUN-FAIR - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CNRS POUR PROJET INCUBASCIENCES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET IBDLR - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE PROJET ARCAD3 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION CIRAD POUR LE PROJET TECHALIM VOIE HUMIDE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONVENTION DE PARTENARIAT SUR L'INSTITUT DU MENTORAT AVEC LA CCI OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ESPACE FRENCH TECH - REGLEMENT PUBLIC ET CATALOGUE TARIFAIRE DES MISES A DISPOSITION D'ESPACES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention auprès de Chantal Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - FRENCH TECH - DEPLACEMENT DES REFERENTS THEMATIQUES - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Il y en a une série pour un montant de 35 000 €.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Max LEVITA, Madame Chantal MARION.*

**AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIERE VITICOLE A PEKIN (CHINE) DU 20 AU 26 MAI 2017 - PARTICIPATION A LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX - FINANCEMENT DE LA MISSION – APPROBATION**

*M. J. RAYMOND, M. E. PETIT, M. A. MOYNIER et M. J.M LUSSERT sortent de séance.  
M. P. KRZYZANSKI entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ?

**Alex LARUE**

Merci de me donner la parole, Monsieur le Président. Même si tel n'est pas le sujet premier, je voulais profiter de cette décision pour évoquer la question de l'aéroport. En effet, il est ici question de développement international. Comme vous le savez, dans la mesure où vous y siégez depuis peu de temps à la place de Chantal Marion, vous avez un conseil de surveillance à l'aéroport de Montpellier d'ici mi-juin. Ce conseil doit entériner ou non le plan de développement stratégique Destination 2020. De mémoire, ce plan est en discussion depuis environ un an et demi. Je crois que, globalement, sur le fond, tout le monde est d'accord sur le cap qui doit être mené. Vous savez qu'il existe une concurrence accrue avec les aéroports de Marseille et de Toulouse. Nous sommes également confrontés à des enjeux importants, dans la mesure où des compagnies low-cost quittent le Royaume-Uni suite au Brexit : certains avions seront donc relocalisés dans l'Union européenne. Une fois tout cela mis bout à bout, je pense qu'il est important pour le territoire – et, pour le coup, au-delà de tous les clivages – de soutenir ce plan de développement. Je voulais savoir quelle était votre position à ce sujet, notamment sur le financement complémentaire. En effet, je crois comprendre que l'on demande à chacune des collectivités – même si je sais qu'au jour d'aujourd'hui, nous ne sommes pas un actionnaire très important en capital, mais nous le restons malgré tout dans la mesure où, même si l'aéroport n'est pas sur notre territoire métropolitain, il porte néanmoins notre nom et il dessert, pas exclusivement, mais en grande partie notre territoire... Je voulais donc savoir si vous étiez prêt à faire, au nom de notre collectivité, notre Métropole, mais aussi au nom de la Ville de Montpellier, un effort supplémentaire important pour soutenir cet aéroport. Je pense qu'au moment où vous êtes en train de négocier avec la CCI l'éventuel rachat des parts...

**Monsieur le Président**

Je ne négocie pas, moi.

**Alex LARUE**

C'est en cours de discussion.

**Monsieur le Président**

Je ne discute pas.

**Alex LARUE**

Non ? Bon. Ce n'est pas un sujet de polémique.

**Monsieur le Président**

Je ne discute pas ni ne négocie avec la CCI sur l'achat des parts. Ce n'est pas vrai.

**Alex LARUE**

Je reformule donc ma phrase. Au moment où la question de la recapitalisation du capital est sur la table, et notamment par rapport à la question des parts, des actions de la CCI, je pense qu'il peut être intéressant, au-delà du soutien du développement touristique et économique de notre territoire, de faire peut-être une bonne affaire patrimoniale en remontant au capital et d'investir un peu plus dans cet aéroport. A ce jour, il fait un peu plus de 25 M€ de chiffre d'affaires, sauf erreur de ma part, pour un résultat entre 2 et 2,5 M€. Je pense que c'est une société qui est rentable et bien gérée. Avec la concurrence accrue, même si les fondamentaux sont bons, je pense qu'il sera difficile de maintenir cette rentabilité si l'on ne se lance pas dans des investissements importants – on parle de l'aérogare mais aussi du marketing territorial. A mon sens, c'est notre rôle, ici, et une fois encore au-delà de nos idées personnelles et de nos clivages politiques, de soutenir cet aéroport. Je vous invite à le faire, et j'espère que vous le ferez, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire à vos côtés, sur cette question cruciale.

**Monsieur le Président**

Je vais reprendre le dossier à zéro. Je vais me régaler de vous répondre, Monsieur Larue.

D'abord, je voudrais informer le Conseil de Métropole que nous possédons 0,5% des parts. Je répète : 0,5% des parts. De plus, nous finançons l'APFTE à hauteur de 750 000 € par an. C'est la dernière année où le Préfet nous a autorisés à le faire, dans la mesure où il existe un problème juridique quant au financement. Troisièmement, nous recevons, en dividendes, 5 000 € par an. L'Etat, propriétaire de 60% des actions, reçoit environ 600 000 € de dividendes, qu'il ne réinvestit pas dans l'aéroport : il met zéro. Ma position est donc claire : si l'aéroport est à vendre, nous sommes acquéreurs. Vous me suivez ? Je n'ai pas fini. Si l'Etat veut vendre l'aéroport, nous serons acquéreurs. D'ailleurs, l'Etat n'en est pas à son premier coup : les actions à Toulouse ont bien été vendues à des Chinois, sous la houlette de Monsieur Montebourg qui l'a décidé. Nous considérons donc le développement de l'aéroport important, mais nous ne le faisons pas sans billes, sans retour, sans rien du tout. On ne jette pas l'argent comme cela, Monsieur Larue. L'argent public, ce n'est pas le portefeuille des élus.

**Alex LARUE**

Je le sais.

**Monsieur le Président**

Non, vous ne le savez pas. D'une part, le territoire n'est pas sur le territoire de la Métropole.

**Alex LARUE**

Cela ne m'a pas échappé. Je l'ai dit dans mon intervention.

**Monsieur le Président**

Certes. Mais je le redis.

**Monsieur le Président**

Ensuite, 0,5% des actions – c'est-à-dire pratiquement rien. Puis on retire 5 000 € de dividendes – c'est-à-dire rien. Et enfin, l'Etat ne réinvestit pas. C'est pour cela que, lorsque l'on nous a présenté, en conseil de surveillance – je vous rappelle que la Métropole y siège sans droit de vote, elle est censeur –, j'ai utilisé mon temps de parole, en disant que l'on mettait « la charrue avant les bœufs ». J'ai ajouté : « Vous nous demandez 20 M€ sur le plan d'aménagement de l'aéroport. Ce n'est pas sur notre territoire. Nous recevons 5 000 € par an. Nous possédons 0,5% des actions. Et en plus, nous finançons, au travers de l'APFTE, un certain nombre de voyages et de compagnies low-cost désormais interdites. » Vous comprenez bien que,



dans une telle situation, moi qui suis garant des deniers publics, Monsieur Larue, je ne prendrai pas le risque de faire n'importe quoi avec 20 M€.

**Alex LARUE**

Je ne me situe pas dans une opposition entre la Métropole et l'Etat. Nous faisons partie du même pays, il faut donc que nous trouvions une solution de compromis là-dessus. Comme je le disais, les actions de la CCI sont sur la table : si donc vous voulez ramasser et remonter dans le capital, je pense que c'est le bon moment. Par ailleurs, je crois que les 20 M€...

**Monsieur le Président**

Monsieur Larue, en tant qu'élu, vous ne pouvez pas parler comme cela.

**Alex LARUE**

Pourquoi ?

**Monsieur le Président**

Vous n'êtes pas l'agent de la CCI.

**Alex LARUE**

Je ne suis pas un agent de la CCI.

**Monsieur le Président**

Mais si : vous me proposez d'acheter les parts de la CCI.

**Alex LARUE**

Elles sont à vendre.

**Monsieur le Président**

Vous êtes l'avocat de la CCI, là.

**Alex LARUE**

Non.

**Monsieur le Président**

Vous vous exprimez comme tel.

**Alex LARUE**

Je ne suis pas du tout l'avocat de la CCI.

**Monsieur le Président**

Si. Vous me dites : « Achetez les parts de la CCI. » Vous vous mettez entre la CCI et moi pour des affaires. On n'a pas le droit. Faites attention. Soyez prudent.

**Alex LARUE**

Je ne suis pas l'avocat de la CCI.

Ensuite, concernant la privatisation, vous savez très bien que le ministre Macron a mis...

**Monsieur le Président**

Il faut désormais dire : le Président de la République. Je sais que cela vous écorche les lèvres, mais que voulez-vous que j'y fasse ?

**Alex LARUE**

Pas du tout, non. J'allais dire : « devenu Président de la République ». Je n'ai aucun problème par rapport à cela. Deux aéroports ont été privatisés : Toulouse et Lyon. Si Montpellier avait dû être privatisé, cela aurait donc déjà été le cas. Il n'est donc pas question d'acheter l'aéroport de Montpellier. Même si, aujourd'hui, notre part de capital est minime, l'aéroport s'appelle, sauf erreur de ma part, aéroport de Montpellier. Nous sommes ici tous à le prendre plusieurs fois par mois ou par semaine.

**Monsieur le Président**

Le monde change, Monsieur Larue. Regardez, vous avez soutenu Madame Kosciusko-Morizet. Elle a fait 3%. Le monde change.

**Alex LARUE**

Et alors ? C'est un choix de conviction, et je ne le regrette pas.

L'aéroport, que vous le vouliez ou non, est très important pour le développement de notre territoire.

**Monsieur le Président**

Nous sommes tous d'accord. Là, c'est la tarte à la crème ! Je vais faire voter : y en a-t-il qui sont contre l'aéroport ? Tout le monde est pour.

**Alex LARUE**

Je veux dire que si, d'ici le 15 juin, nous ne soutenons pas cet aéroport, le plan va tomber à l'eau, il ne va pas se développer et être amené à s'éteindre. C'est la seule chose que je vous dis. Je m'en fous, moi ! je ne fais pas cela pour moi. Soutenons tous ensemble cet aéroport !

**Monsieur le Président**

Monsieur Larue, vous oubliez une donnée essentielle dans votre propos. Qui est l'autorité organisatrice des transports ?

**Alex LARUE**

Je sais, vous attendez le rapport de la Région...

**Monsieur le Président**

... sur les aéroports. J'attends que le rapport tombe.

**Alex LARUE**

Sauf que la deadline fixée par Bercy, vous le savez mieux que moi, est le 15 juin. Le rapport de la Région sortira début septembre, vous le savez très bien. Peut-être y aura-t-il un pré-rapport fin juin. Mais, d'ici là, cela urge. Cela fait un an et demi que nous sommes en négociation sur ce sujet. Je ne le dis pas à titre personnel ; je le dis pour notre territoire. Si vous ne voulez pas aider le développement économique et touristique, eh bien, voilà, c'est tout.

**Monsieur le Président**

Je vois que vous êtes l'agent de la CCI, que vous protégez la Région. Cela godille.

**Alex LARUE**

Pas du tout. Je protège mon territoire.

**Monsieur le Président**

Vous n'êtes jamais sur le territoire. Vous tweetez de temps en temps, mais je ne vous vois jamais sur le territoire. Vous faites un petit tweet de Paris, je le sais.

**Alex LARUE**

Vos commentaires ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

**Monsieur le Président**

Mais ils sont jolis, vos tweets, Monsieur Larue, ils sont très jolis. Relevez le niveau, Monsieur Domergue, s'il vous plaît.

**Jacques DOMERGUE**

Non, il n'est pas question de relever le niveau. Je sais qu'il existe des obstacles juridiques et que l'Etat a vendu les aéroports qui étaient vendables, c'est-à-dire rentables. C'est la raison pour laquelle les aéroports comme celui de Montpellier n'ont pas fait l'objet de ce genre d'option. Il n'en reste pas moins que, dans les propos de Monsieur Larue, se trouve probablement le désir de mobiliser notre assemblée pour faire en sorte que nous fassions plus qu'un vœu – ce dont nous avons l'habitude – : une manifestation de soutien à l'aéroport, pour que la Métropole soit partie prenante de manière extrêmement majoritaire dans cette acquisition parce qu'il y va de l'intérêt de la partie Sud de la Région Occitanie. Sinon, tout va se faire, une fois

encore, au détriment du Sud ou de l'Est de l'Occitanie, et c'est l'aéroport de Toulouse qui, lui, continue à se développer, qui en tirera les marrons du feu.

**Monsieur le Président**

Mais non.

**Jacques DOMERGUE**

De même que l'aéroport de Marseille.

**Monsieur le Président**

C'est Marseille.

**Jacques DOMERGUE**

Les deux.

**Monsieur le Président**

Mais non. Deux heures et demie de Toulouse, et une heure et quart de Marignane. Ce n'est pas Toulouse, c'est Marseille.

**Jacques DOMERGUE**

Vous avez raison. Mais ce sera en fonction des destinations. Mais aujourd'hui, il est vital pour Montpellier, à tout point de vue, que son aéroport ait des soutiens et qu'il trouve sa spécificité. Nous n'allons pas concurrencer Marseille ou Toulouse, mais nous avons notre mot à dire. En effet, sur le plan touristique mais aussi économique – et notamment scientifique –, nous sommes en situation de difficulté, car nous sommes une destination annexe. Nous ne sommes pas une destination, pour l'Europe notamment, permettant à des Européens de tous niveaux de venir directement à Montpellier. C'est là une grosse faiblesse.

**Monsieur le Président**

Nous ne sommes pas en désaccord sur le fond de votre réflexion, Monsieur Domergue, vous le savez. Mais, même si nous achetions toutes les parts de la CCI, nous ne serions néanmoins pas majoritaires.

**Alex LARUE**

Vous auriez 25% du capital.

**Monsieur le Président**

Mais nous ne serions pas majoritaires.

**Alex LARUE**

Vous pèseriez davantage sur les choix. Je trouve cela important. C'est une première étape. Et je signale une fois encore qu'aujourd'hui, l'aéroport est rentable.

**Monsieur le Président**

Peser dans les choix, c'est très politicien. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux. Ou vous gouvernez, ou vous ne gouvernez pas. Mais peser dans les choix...

Je mets l'affaire 36 aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - FOIRE MONDIALE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT DE LA CHINE ET FORUM INTERNATIONAL DES VILLES JUMELLES, DU 8 AU 13 MAI - PARTICIPATION – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du rapporteur Chantal Marion ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI - AVENANT 2017 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J. RAYMOND entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 39 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ACTIONS DESIGN 2017 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LABSUD - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Chantal MARION**

Monsieur le Président, chers collègues, vous savez que Montpellier Méditerranée Métropole œuvre, depuis plusieurs années à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises, avec, entre autres, la promotion industrielle de la création avec LabSud.

Pour cette année, au niveau du design, au lieu d'organiser une manifestation sur un jour ou deux comme l'année dernière, nous allons mener des actions qui vont être réparties tout au long de l'année. Entre autres, se tient à l'heure actuelle, pour ceux qui ne l'auraient pas vue, une exposition visible à l'Hôtel de Cabrières-Sabatier-d'Eyspéran, au musée Fabre, au Département des Arts Décoratifs. Le 1<sup>er</sup> juin 2017, au sein du nouvel espace French Tech, au niveau de l'espace co-working, se tiendra également une exposition de l'Observateur du Design. Cela constitue une opportunité, dans la mesure où il s'agit d'une exposition qui se déplace : elle passera notamment à Lille et à Saint-Etienne, dont vous savez qu'elle est la ville du design. En complémentarité, l'association a sollicité l'attribution d'une subvention pour mener un projet en même temps que cette manifestation. Pour l'Observateur du Design, une subvention de 9 000 € est demandée par l'Agence de la promotion industrielle, ce qui est important. Pour FabLab, un montant de 7 500 € est sollicité pour l'exercice 2017.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Marion. Je vous invite à voir la magnifique exposition de design à l'Hôtel Sabatier-d'Eyspéran, tout juste à côté du musée Fabre. Et je remercie sa conservatrice, Florence Hudowicz.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 40 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET SON TERRITOIRE URBAIN - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN et M. H. DE VERBIZIER sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 41 : COHESION SOCIALE - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2017 - AVENANT A LA CONVENTION CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. E. PETIT entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Catherine Dardé ?

**Sabria BOUALLAGA**

Il s'agit plutôt d'une question que j'aurais à vous poser, Monsieur le Président, au nom du groupe Libres et Humanistes, concernant cette affaire et concernant surtout le tableau qui nous est présenté ce soir. On y voit réapparaître la réhabilitation du projet Neptune sur lequel je vous ai interpellé à plusieurs reprises. Nous votons ce soir 6 641 500 €. Nous nous sommes donc demandés, puisque le budget initial était de 14 M€, si mes souvenirs sont bons, si ces 6 M€ étaient utilisés uniquement pour la réhabilitation. S'agit-il d'une première tranche ? Les 8 M€ restant vont-ils être utilisés uniquement pour le fonctionnement et pour l'accueil de Monsieur Lucas, ce que nous avons un peu contesté. Nous ne nous sommes pas opposés à la réhabilitation, bien entendu.

**Monsieur le Président**

Cela correspond à plusieurs tranches de réhabilitation. Il ne s'agit que d'investissement, et pas de fonctionnement. Comme je l'avais dit tout au début, nous allons transférer la propriété du terrain qui se trouve entre le gros arbre et le terrain de quilles et de boules derrière la piscine pour en faire un espace ombragé afin que les familles puissent accompagner les enfants à la piscine.

**Sabria BOUALLAGA**

Le fonctionnement sera donc voté... ?

**Monsieur le Président**

Le fonctionnement, c'est autre chose. Il s'agit là de l'investissement.

**Sabria BOUALLAGA**

Sur la politique de la Ville également ?

**Monsieur le Président**

Une partie sera peut-être sur la politique de la Ville, aussi. En effet, il y a une partie compétition de haut niveau, mais également une partie pour l'apprentissage de la natation pour les enfants de la Paillade qui, aujourd'hui, ne peuvent pas aller se baigner dans la piscine parce qu'il n'y a pas assez de place.

**Sabria BOUALLAGA**

On ne paiera donc pas Monsieur Lucas avec la politique de la Ville ?

**Monsieur le Président**

Non. Monsieur Lucas est financé par le club.

**Sabria BOUALLAGA**

Et le club touche des subventions ?

**Monsieur le Président**

Et le club touche des subventions, mais pas sur la politique de la Ville : sur le sport.

**Sabria BOUALLAGA**

De la Métropole ?

**Monsieur le Président**

Oui. Il s'agit de sport de haut niveau.

**Sabria BOUALLAGA**

Très bien.

**Monsieur le Président**

Puisque vous me posez une question précise sur ce sujet, je vais vous donner une précision que vous ne me demandez pas. Le toboggan, qui est obsolète, nous allons en faire une piste de glisse pour les enfants : un « Penta Glisse ». Vous verrez.

**Sabria BOUALLAGA**

J'espère que vous mettrez aussi les moyens sur le personnel, au-delà de tout ce que vous pourrez mettre en infrastructures. On pourra mettre ce que l'on veut en infrastructures, si l'on n'encadre pas comme il faut et si l'on ne règlemente pas comme il faut cette piscine, nous aurons toujours les mêmes problèmes.

**Monsieur le Président**

Aujourd'hui, le personnel a des difficultés à travailler car les conditions physiques d'accès à la piscine sont très mauvaises. Nous avons de nombreuses difficultés sur la sécurité. Le travail du personnel sera donc très largement modifié.

Je mets aux voix l'affaire 41. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur le Président**

Et, nous avons fait la première étape du jury concernant les architectes, il y a quelques jours. Le dossier avance donc.

**AFFAIRE N° 42 : COHESION SOCIALE - ADHESION A L'INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (IRDSU) – APPROBATION**

*M. J.M. LUSSERT et M. H. DE VERBIZIER entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 43 : COHESION SOCIALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPEL A PROJETS 2017 AU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION**

*M. J.P GRAND sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Madame Clare HART.*

**AFFAIRE N° 44 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - ORGANISMES EXTERIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT - ADHESION 2017**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de la Vice-présidente, Madame Eliane Lloret ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Christophe COUR, Madame Titina DASYLVA, Madame Véronique DEMON, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, Monsieur Abdi EL KAN-*

DOUSSI, Madame Isabelle GIANIEL, Monsieur Jérémie MALEK, Monsieur Cyril MEUNIER, Madame Véronique PEREZ, Monsieur René REVOL, Madame Isabelle TOUZARD.

**AFFAIRE N° 45 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR STATION-RELAIS D'EMISSION DE TELEPHONIE MOBILE - IMPLANTATION SUR LES PROPRIETES DE LA METROPOLE - NOUVELLES CONVENTIONS TYPES - AVENANT AUX CONVENTIONS EN VIGUEUR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. MOYNIER entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Madame Isabelle Guiraud ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 46 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE DES MEDECINS ET PSYCHOLOGUES - INSTAURATION DE L'INDEMNITE – APPROBATION**

*M. J.L SAVY et M. C. COUR sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du rapporteur, Vice-président, Monsieur Pierre Bonnal, Maire du Crès ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 47 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 48 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - ÉCOLOTHEQUE - PROTOCOLE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES CONCERNANT L'ACCES AU PROGRAMME ECO-METROPOLE - EXPERIMENTATION DANS LE CADRE DE LA COOPERATIVE DE SERVICES AUX COMMUNES**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 49 : PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE - FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE L'HERAULT - CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR DE LA PROTECTION TERRITORIALE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. EL KANDOUSSI sort de séance.*

**Monsieur le Président**

5 000 € pour acheter des cages pour attraper des sangliers. Nous les avons inaugurées ce matin à la Maison de la Fédération de la chasse à Saint Jean de Védas. Ces cages sont au nombre de trois et seront mises à disposition par la Métropole auprès de la Fédération des chasseurs. Celle-ci pourra les attribuer sur des périodes de temps variées aux différentes sociétés de chasse situées sur les 31 communes de la Métropole. Cela permettra d'attraper les sangliers, qui sont très présents en milieu urbain. Or, on ne peut pas organiser des battues dans la rue de la Loge, c'est impossible. En effet, pour tuer un sanglier, il faut envoyer du lourd : on ne les tue pas avec des fléchettes. Je donne ces explications car j'ai lu beaucoup de choses ; or, il faut bien clarifier. Nous ferons la même chose pour les ragondins, avec des cages un peu plus petites. Mais nous attraperons les ragondins dans des cages. Certains vont raconter que la technique consiste à réguler les populations de ragondins grâce à des snipers sur les toits. Il n'est pas question que, dans le bassin de Port Marianne, on se livre à un tel exercice. On les attrapera dans des cages comme on le fait avec les sangliers. Je me suis mis d'accord avec le Président de la Fédération des chasseurs qui a une expertise en la matière.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 50 : CULTURE - PROJET DE CREATION DU CENTRE D'ART MONTPELLIER CONTEMPORAIN - PRINCIPE DU MODE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL DE MONTCALM PAR UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès du rapporteur, Bernard Travier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 51 : CULTURE - PROJET « LES ARCHES DE LA MEMOIRE » - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DES AMIS DU CHATEAU DE CASTRIES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Monsieur Guy BARRAL, Monsieur Bernard TRAVIER.*

**AFFAIRE N° 52 : CULTURE - TOTAL FESTUM 2017 - SOUTIEN A LA CULTURE OCCITANE - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIATS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN et M. C. COUR entrent en séance.*

*Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.*



**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je vous informe, ainsi que la presse, que nous inaugurerons la statue de Manitas de Plata sur la place Georges Frêche, devant la Mairie, le 1<sup>er</sup> juin à 18h00. Nous mettrons un écran géant, sur lequel nous passerons en boucle les plus beaux morceaux de guitare de Manitas, dont Les Chevaux de Camargue, que vous connaissez tous. Ceux qui veulent accompagner avec leurs guitares, leurs chants et leurs danses sont les bienvenus sur le parvis.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

Il n'y a que deux villes qui ont honoré de cette façon la culture gitane : la ville de Django Reinhardt et Montpellier.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 53 : CULTURE - MUSEE FABRE - EXPOSITION BACON/NAUMAN - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE MONDE, NEW YORK TIMES INTERNATIONAL, ARTE ET EUROPE 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Bernard Travier ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 54 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SOCIETE ACELYS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 55 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT 2017 ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. LARUE sort de séance.*

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, chaque année, le Conservatoire régional s'engage un peu plus dans une participation avec le Festival de Radio France. Il est donc clairement associé, désormais, avec cet événement. On lui a, à ce titre, confié la programmation musicale de onze débuts de soirée pour l'édition 2017. Ces concerts ont lieu dans la pinède du Domaine d'eau du 17 au 27 juillet 2017. Le Conservatoire assurera donc la programmation et la fourniture des instruments. Radio France met à disposition le technicien et la régie, et verse à chaque musicien, sur la base d'un cachet brut de 117 €, une indemnité repas de 9 €. Tout est donc parfaitement en règle.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 56 : CULTURE - MEDIATHEQUES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION A LA MANIFESTATION LITTERAIRE "PARTIR EN LIVRE 2017" ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES AUTEURS INVITES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je vous rappelle que l'inauguration de la Comédie du Livre se fera samedi sur la place de la Comédie à 11h00. Nous aurons la joie de recevoir Manuela Carmena, la Maire de Madrid, entre autres.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 57 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LE CADRE DE LA 32EME EDITION DE LA COMEDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 58 : CULTURE - MEDIATHEQUES - OPERATION D'INTEGRATION DE LA MEDIATHEQUE F. FELLINI AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE E. ZOLA - APPROBATION – DEMANDE DE SUBVENTIONS**

**Monsieur le Président**

Vous le savez, lorsque la médiathèque Emile Zola a été construite, Paul Chemetov a prévu la possibilité de faire plus tard une mezzanine pour venir accueillir la médiathèque Federico Fellini, qui se trouve à côté des Echelles de la ville, au Polygone. Dans le cadre de la rénovation du centre commercial du Polygone, nous allons libérer la médiathèque Federico Fellini et la rapatrier à Emile Zola. Les archives municipales de Montpellier, qui se trouvent au 5<sup>ème</sup> étage, viendront prendre place dans les anciens bâtiments, avenue de Castelnau, des archives départementales, en même temps que les archives métropolitaines que nous sommes obligés de gérer, eu égard à la loi Albanel.

Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 59 : CULTURE - MEDIATHEQUES - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE COOPERATION ENTRE L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 HERBERGEANT LE CENTRE REGIONAL DU SUDOC-PS LANGUEDOC-ROUSSILLON ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 60 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2017 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme H. SANTARELLI, M. J-L. SAVY et M. A. LARUE entrent en séance.  
M. R. YOUSSEF sort de séance.*

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je rappelle – et c’est cette délibération qui m’en fournit l’occasion – qu’il y a une très belle exposition qui trouve son origine dans les travaux de réalisation de la voie du TGV et du doublement de l’autoroute. Elle a été inaugurée hier soir au musée Lattara. Il existe donc une convention entre le musée et le CNRS, comme d’habitude. Comme chaque année, des fouilles vont durer 3 mois, sur trois sites : Lattara, Murviel et le site épiscopal de Villeneuve-lès-Maguelone. Vous trouverez, dans la délibération, les contributions de chacun. En ce qui concerne la Métropole, elle financera les trois campagnes de fouilles à hauteur de 71 250 €, avec une ventilation à hauteur de 12 250 € pour Lattara, 50 000 pour le Castellans et 9 000 pour Maguelone. La commune de Murviel prend en charge un certain nombre d’opérations : les fluides, le stockage des matériaux, l’hébergement du personnel dans la journée. Le CNRS, quant à lui, intègre la campagne dans ses orientations scientifiques.

**Isabelle TOUZARD**

Bonjour à tous. A Murviel, dans le cadre d’une opération de fouilles préventives, un sanctuaire gallo-romain a été mis au jour. Il s’agit de l’un des plus importants et anciens de cette époque gallo-romaine du Sud de la France. Il est important de savoir que ces fouilles préventives permettent d’apporter une connaissance très nouvelle et importante sur ce qu’était ce que l’on nomme le paléo-environnement, c’est-à-dire ce qu’était le fameux Arc Ouest, le territoire de la Métropole au I<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ. On a déjà découvert, dans une source sacrée, quelque chose qui ressemble à de la tourbe, ce qui est très rare en milieu de garrigue ; cet environnement a permis de conserver des graines, des semences, des pollens et toute sorte de matériaux. Nous sommes donc en mesure de décrire la végétation, les cultures – nous avons déjà trouvé des pépins de raisin, des noyaux d’olives, etc. –, l’agriculture, l’élevage et les paysages de notre territoire dans cette époque très ancienne.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Touzard, et merci de m’avoir permis de faire, avec vous et les archéologues, le tour complet du site. Ont été découvertes sur le site un certain nombre de traces de bâtis tout à fait exceptionnelles, ainsi que des mosaïques en sol, des éléments d’appareils de pierres très importants, de très gros volumes, et surtout un très bel autel sacrificiel en deux morceaux (un cube servant de support et une forme de vasque du genre dorique à l’envers, là où étaient opérés les sacrifices). J’ai tout de suite pensé que cet autel pouvait être mis en valeur car il s’agit d’un objet extrêmement rare, unique – le site est d’ailleurs unique dans le Sud de la France. Si Madame Touzard en est d’accord, je proposerai donc aux archéologues de venir exposer ici, via un PowerPoint, comme nous l’avons fait à Montpellier pour certains sites, en avant-première du Conseil de Métropole, la description de toutes les découvertes qui ont été faites à Murviel-lès-Montpellier. C’est vraiment phénoménal.

Je mets aux voix l’affaire 60. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adopté.

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE MECENAT POUR L'EXPOSITION "CIRCULEZ, Y A TOUT A VOIR !" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d’intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.*

**AFFAIRE N° 62 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - FONDS SPECIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier, Vice-président ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 63 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ADHESION 2017 A L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

L'ANDES, que nous avons reçue.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER.*

**AFFAIRE N° 64 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ASSAINISSEMENT COLLECTIF - INTERCEPTEUR EST - COMMUNE DE LATTES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE A LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LA PARCELLE BX N°246 (ANCIENNEMENT CADASTREE BX N°25) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**René REVOL**

Il s'agit d'une affaire très simple. Les deux affaires à venir correspondent à un protocole transactionnel avec un particulier possédant une parcelle sur Lattes sur laquelle se réalise la fin de l'intercepteur Est. Naturellement, il fallait réparer les désordres causés dans ces deux parcelles. Sur la base des factures fournies, nous sommes donc arrivés à un accord.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 64. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 65 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ASSAINISSEMENT COLLECTIF - INTERCEPTEUR EST - COMMUNE DE LATTES - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL SUITE A LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LA PARCELLE BZ37 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J. DOMERGUE sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS A LA SOCIETE BRL EXPLOITATION - CONVENTION DE LIVRAISON AVEC BRL EXPLOITATION ET LA REGIE DES EAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à René Revol ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 67 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PAPI 2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL A GRABELS - ÉTUDES DE MAITRISE D'ŒUVRE ET ETUDES REGLEMENTAIRES - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES**

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Ces deux points, l'un sur Grabels et l'autre sur Juvignac, se suivent. Depuis la signature de l'avenant du PAPI 2, nous lançons maintenant la demande d'aide financière pour passer à l'étape suivante. Il s'agit donc de deux demandes d'aide financière : l'une pour Grabels et l'autre pour Juvignac.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 68 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - PAPI 2 LEZ MOSSON ETANGS PALAVASIENS - AVENANT N°1 - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON A JUVIGNAC - ÉTUDES DE MAITRISE D'ŒUVRE ET ETUDES REGLEMENTAIRES - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 69 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE MONTPELLIER - BERGES EN RIVE GAUCHE DU LEZ - ACQUISITION AMIABLE DES PROPRIETES CADASTREES CO17, CO27, CO154, CP491, CP493 ET CP499 DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI "BARNIER" - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 70 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONVENTION TRIPARTITE RELATIVE A LA COLLECTE ET A L'USAGE DES CONTENEURS ENTERRES POUR LE PRE STOCKAGE DES DECHETS MENAGERS DES RESIDENCES COLLECTIVES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J.P GRAND entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 71 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - ADHESION AUX ASSOCIATIONS AMORCE, METHEOR ET AVPU – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Madame Stéphanie JANNIN, Monsieur Cyril MEUNIER.*

**AFFAIRE N° 72 : TRANSPORTS ET MOBILITE - ENGAGEMENT DE LA DEMARCHE D'ELABORATION DU PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS 2020-2030**

**Henri ROUILLEAULT**

Un élément m'a surpris dans cette délibération sur le PDU. Pourquoi cela viendra-t-il après le PLUI ? Or, il me semble que, sur certains points, la question de la localisation des transports publics est une question qui joue évidemment avec le PLUi.

**Monsieur le Président**

Non, cela s'intégrera dans le PLUi.

**Henri ROUILLEAULT**

Dans la délibération, il est dit que cela sera fait après.

**Monsieur le Président**

Le PLUi fera l'objet d'une concertation.

**Henri ROUILLEAULT**

En tout cas, je pense qu'il faut que les deux soient faits de façon cohérente.

**Monsieur le Président**

Oui, ne vous inquiétez pas.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 73 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT - NAVETTES DES PLAGES ÉTANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS - CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. P. BONNAL sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 74 : TRANSPORTS ET MOBILITE - GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES (GIHP) - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Madame Isabelle GIANIEL, Madame Régine ILLAIRE.*

**AFFAIRE N° 75 : TRANSPORTS ET MOBILITE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'UTILISATION DU RESEAU URBAIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 76 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DEPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 AU DROIT DE MONTPELLIER - CONVENTION D'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE L'AUTOROUTE DEPLACEE - PASSAGE SUPERIEUR PS993 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 77 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ITINERANCE DES SERVICES DE RECHARGE DE VEHICULES ELECTRIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C'est pour les bornes.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 78 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRANSFERT DES ROUTES CLASSEES DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL - ROUTE METROPOLITAINE 610 - DEVIATION SUD DE CASTRIES - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA REGION OCCITANIE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 79 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRANSFERT DES ROUTES CLASSEES DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL - CONVENTION POUR LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DES VEHICULES TRANSFERES AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 80 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER ET DE RENFORCEMENT ELECTRIQUE DU POSTE VALENTIBUS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES - DEMANDE DE SUBVENTION A HERAULT ÉNERGIES**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 81 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - RENOVATION URBAINE DE LA CITE GELY A MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RESIDENTIALISATION ET L'AMENAGEMENT DES CŒURS D'ILOTS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - REPRESENTANTS DE LA METROPOLE AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE DES TRANSPORTS PUBLICS PARTICULIERS DE PERSONNES (T3P)**

**Monsieur le Président**

Je vous propose la candidature de Madame Dasylya Titina en tant que titulaire, et de Monsieur Krzyzanski Pascal, en tant que suppléant.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PARTENARIAT ENTRE LA CHAINE DE TELEVISION MEZZO ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*



**AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE RADIO NOVA, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SOCIETE EDITRICE DU MONDE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'OC-CASION DE LA COMEDIE DU LIVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. A. EL KANDOUSSI et M. R. YOUSSEF entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Comme chaque année, un partenariat entre la Comédie du Livre et *Le Monde*.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - PLAN D'INVESTISSEMENT AUTOROUTIER - PROTOCOLE D'ACCORD RELATIFS AUX FINANCEMENTS DES RACCORDEMENTS DU CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER SUR L'AUTOROUTE A709 CONCEDEE A LA SOCIETE ASF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - PLAN D'INVESTISSEMENT AUTOROUTIER - PROTOCOLE D'ACCORD RELATIFS AUX FINANCEMENTS DES RACCORDEMENTS DE LA DEVIATION DE LA RN 113 AU DROIT DE BAILLARGUES ET SAINT-BRES SUR L'AUTO-ROUTE A9 CONCEDEE A LA SOCIETE ASF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. P. BONNAL et M. J. DOMERGUE entrent en séance.*

*Mme V. PEREZ sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur le Maire de Beaulieu.

**Arnaud MOYNIER**

Monsieur le Président, je souhaite juste rappeler qu'il s'agit d'un sujet relativement important pour l'arc Ouest-Est du territoire, pour toutes nos communes, en vue de décongestionner l'entrée de l'autoroute entre Baillargues et Vendargues. C'est un point très important. Aujourd'hui, nous faisons en sorte de finaliser l'inscription de cette opération dans le plan d'investissement autoroutier pour un montant de 250 000 € pour les études. Je rappelle que, sur ce projet, nous devons aller encore plus loin, et assez rapidement, pour le porter et faire en sorte que Vinci soit le maître d'ouvrage délégué le plus rapidement possible. A ce jour, ce très important projet permettra également à la ville de Baillargues de développer son centre et de faire un boulevard urbain. Je pense que toutes nos populations de l'arc Est de notre territoire attendent grandement notre prise de décision et que le message des élus soit très clair à ce niveau, pour que cette déviation voit le jour le plus rapidement possible. Merci.

**Monsieur le Président**

C'est très clair pour moi.

### **Jean-Pierre GRAND**

Le sujet de fond dans cette affaire, ce sont les dossiers de rabattement de toutes les voiries de nos Métropoles sur les autoroutes. Il ne faut pas raconter n'importe quoi sur ce sujet, même quand on est en campagne électorale. Je m'excuse, mais je voudrais vous expliquer la situation et rappeler quels sont les fondamentaux de tels dossiers ; Il faut savoir aujourd'hui qu'en France, on ne construira plus d'autoroutes. Nous avons eu l'occasion d'en parler lors de l'inauguration de l'A9, dont je rappelle que j'avais obtenu la DUP, c'est-à-dire que si elle s'est faite, c'est grâce au député que j'étais à l'époque. Le Premier Ministre s'appelait alors Dominique de Villepin. Ce sont des dossiers que je connais donc, que je maîtrise, et c'est à ce titre que je me permets d'intervenir avec un peu de précision. Dans notre département comme dans d'autres départements de France, des conurbations urbaines ont besoin de se raccorder à des autoroutes, et en particulier sur de nouveaux tracés mis en circulation. Le problème des rabattements se pose donc, et dès lors que les ASF et d'autres organisations n'auront pas à réaliser d'autres projets, ils sont tout à fait disposés à travailler avec l'Etat pour prendre en charge les rabattements. En effet, expliquer que la Métropole de Montpellier – Monsieur le Président, vous le savez mieux que quiconque – pourra financer des centaines et des centaines de milliers d'euros sur tous ces projets, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, est une vue de l'esprit. Et moi, je ne veux pas que l'on fasse croire à nos concitoyens qu'il s'agit là de sujets qui se règlent comme cela sur un coin de table. Il s'agit de sujets puissants, nationaux, qui se régleront à partir d'une discussion entre l'Etat, les ASF et les concessionnaires. Cela se règlera à partir de rallongements des concessions, parce que cela permettra, sur les dizaines d'années qui viennent, de dégager des budgets conséquents.

Le problème qui va se poser, par conséquent, Monsieur le Président, est que ce sujet, je compte bien en parler avec le Premier Ministre, tout comme vous, est prioritaire. C'est actuellement amorcé sur Toulon. Cela doit l'être chez nous et ailleurs. Mais ce n'est pas un sujet à propos duquel on peut faire croire aux gens que l'on va le régler en un claquement de doigts. Ce n'est pas vrai. Le rabattement est un sujet sérieux, précis. Il existe un préalable : une négociation entre l'Etat et les concessionnaires d'autoroutes, et rien d'autre. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Grand. Tout à l'heure, je vous ai parlé de Django Reinhardt : c'est à Samois-sur-Seine que la statue est érigée. Il n'y a donc que Samois et Montpellier qui font référence à deux grands guitaristes de la culture gitane.

### **Arnaud MOYNIER**

Pour répondre à Monsieur le Sénateur Maire, bien entendu, nous sommes au courant qu'il s'agit d'un dossier de rallongement de concession. D'ailleurs, je me permets juste de rappeler que le concessionnaire, nous l'avons actuellement sur place, et que nous aurions pu en profiter. Pour ma part, je ne fais pas croire quoi que ce soit aux gens. Je prends et je sors de l'autoroute tous les soirs, et je suis comme tout le monde. De plus, juste pour information, je compte bien en parler au Ministre également. Vous verrez que, peut-être, on défendra les projets autrement. Merci.

### **Monsieur le Président**

C'est l'avantage d'avoir des ministres trans-courant. Tout le monde leur parle. Tout le monde veut parler aux ministres, maintenant. C'est bien, ils se sentiront moins seuls.

En tout cas, je félicite le Ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, pour sa nomination. Il était à Montpellier il y a quelque temps. Je sais qu'avec lui, le bureau de Cambacérès sera parfaitement honoré.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

## **AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - VENTES DE FRUITS ET DE LEGUMES SUR LES DEPENDANCES DES ROUTES DEPARTEMENTALES TRANSFEREES - PROCEDURE D'AUTORISATION – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur le Président**

Avant d'aborder la dernière affaire de l'ordre du jour, je voudrais informer le service du protocole de la Métropole qu'il serait préférable de servir un thé à l'étage. Nous avons fini très tôt, ce qui nous permettra, dans les mois à venir, de reprendre notre horaire normal, à 18h00. Un Conseil de Métropole qui se termine à 17h45, cela embarrasse les gens qui travaillent dans la journée. Comme le dit le Président de la République : « C'est une évidence qui s'impose ».

**AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*